

ROBOTNIK'83

N° 2

23 FEVRIER 1983

Comité
de Coordination
du Syndicat
"Solidarność"
en France

B.D.I.C.

DANS CE NUMERO:

WŁADYSŁAW FRASYNIUK FACE AU TRIBUNAL: UN TEMOIGNAGE POIGNANT DE LA PERSONNALITE POLITIQUE D'UN DIRIGEANT OUVRIER - Un autoportrait de "Solidarité Combattante" - Voix de Nowa Huta sur la lutte dans les entreprises et l'alliance ouvriers-paysans - Le Comité National de Résistance des Agriculteurs parle - La MKO: qui est là-derrrière? - Soutien combatif du Congrès du SNMS-CFDT à la lutte de "Solidarność" clandestin

L'HISTOIRE NOUS DONNE UNE CHANCE

par PIOTR KMINKIEWICZ

dirigeant de l'Organisation Solidarité Combattante

Dès le 1^o Congrès national des délégués du syndicat "Solidarność", une division s'est esquissée entre ses participants. Division entre partisans et opposants de l'exportation des idées de "Solidarność", et qui résultait de l'envoi d'une lettre ouverte aux syndicats libres des pays d'Europe de l'Est, une lettre pourtant incomplète, avec certains blancs.

Les opposants à la propagation du mouvement "Solidarność" vers les pays voisins utilisent fréquemment l'argument de sa faiblesse organisationnelle en Pologne même. Maintenant que les structures syndicales fonctionnent clandestinement, il apparaît d'autant plus important de concentrer les efforts sur leur renforcement, leur implantation dans les entreprises, la consolidation des schémas organisationnels et le développement de liaisons encore insuffisantes. Il n'est pas temps d'exporter des idées sans idéologues, occupons-nous de nos propres affaires, résolvons les problèmes polonais "par les mains polonaises".

Les tentatives d'internationaliser le conflit polonais se solderaient infailliblement par une intervention militaire de la Russie, ce qu'aucun Polonais ne souhaite. Les partisans de l'exportation des idées de "Solidarność" sont semble-t-il en minorité. La société est paralysée par la vision de tanks portant l'étoile rouge entrant sur le territoire polonais et elle a peur de tout mouvement pouvant "provoquer" cette inter-

vention. Cette crainte est efficacement entretenue par une partie de la presse clandestine et aussi et surtout par les déclarations (publiques ou non) de divers représentants du gouvernement et du parti au pouvoir.

Les peuples des différents Etats du bloc soviétique sont nos alliés potentiels, et parfois déjà actifs. On parle de plus en plus souvent de grèves et de manifestations dans les pays voisins: arrestations après des dépôts de fleurs au monument de Bem à Budapest, grèves en août à Ostrava, à

"SOLIDARNOSC" AUJOURD'HUI

C'est sous ce titre que la Commission provisoire de coordination (TKK) du syndicat "Solidarność" a publié une déclaration programmatique dans laquelle elle détermine quatre axes fondamentaux pour l'action du mouvement social dans sa lutte contre la dictature militaire: le front de refus, la lutte économique, le développement d'une conscience sociale indépendante et la préparation à la grève générale.

Dans le prochain numéro de notre bulletin, nous publierons un commentaire de la rédaction à propos de cette importante déclaration de la direction nationale clandestine du mouvement so-

Minsk, manifestation étouffée dans le sang à Tallin, meetings pacifistes en la RDA... Tous ces faits témoignent à l'évidence du réveil de la conscience nationale en Europe de l'Est.

Dans cette situation, nous ne devons pas rester indifférents et nous limiter à la consolidation des structures clandestines du mouvement à l'intérieur du pays. Nous avons en Pologne des moyens éprouvés et vérifiés depuis plusieurs années, des structures et des schémas d'activité clandestine. Nous savons imprimer des journaux et des livres qui échappent à la censure, et organiser leur colportage indépendant. Nous savons organiser des cours d'auto-éducation clandestine (expérience de la Société des cours scientifiques et des Clubs de discussion de "Solidarnosc"). Nous organisons des manifestations dans la rue, des meetings, des protestations. Par ci par là, nous disposons de radios indépendantes - un moyen de propagande énorme. Pour tout cela, nous aussi nous nous retrouvons en prison ou dans des camps, mais nous avons organisé l'aide aux prisonniers politiques, nous avons des avocats qui ne craignent pas de les défendre. Nous avons (nous avions?) enfin quelques partis politiques indépendants

(KPN, PSPP, PPD,...) dont tous les membres-fondateurs ne sont pas en prison. Ce ne sont pas des réalisations négligeables.

C'est avec ce bagage d'expériences que nous devons aller vers les peuples voisins, peuples frères dans la lutte contre ce système qu'on nous a imposé. Vers les peuples qui considèrent la Pologne un peu comme une mine de connaissances et d'idées, un peu comme un polygone d'expérimentation. Ne craignons pas l'ouverture vers l'extérieur, soyons pour eux de bons instituteurs.

L'Histoire aujourd'hui nous donne une chance. Une chance pour une nouvelle idéologie qui peut soulever l'Europe moisie et dont le début a été l'idéologie du syndicat "Solidarnosc". Cette chance, il ne faut pas la laisser passer. Face à une telle perspective, les arguments concernant une intervention militaire soviétique ne tiennent pas. Effacer une idée de la mémoire d'un peuple est impossible. Et la solidarité est déjà l'idée de tout un peuple. Le tout est qu'elle devienne une idée internationale, l'idée de l'Europe et du monde entier.

"Replika" n° 8 de novembre 1982 (extraits)

Programmes et stratégies

SOLIDARITE COMBATTANTE

"Il faut ôter le pouvoir à ce pouvoir"

L'Entente (aujourd'hui - Organisation) Solidarité Combattante a été constituée le 1er juillet 1982 par un groupe de syndicalistes de "Solidarnosc" avant tout en Basse-Silésie. Son principal dirigeant est Kornel Morawiecki, un militant syndical connu de cette région. Des cellules clandestines de cette organisation existent dans de nombreuses entreprises de Basse-Silésie. Son journal périodique "Solidarnosc Walczaca" atteint un tirage de 15.000 exemplaires.

Au lendemain de sa constitution, l'Entente Solidarité Combattante s'est prononcée en faveur de la tactique des manifestations de masse de rue et a pris la tête de plusieurs de celles qui conduisirent à des affrontements violents avec les ZOMOS. Cette tactique a entraîné une polémique avec le Comité régional de grève du syndicat et son président, W. Frasnikiuk, qui se prononçaient pour le développement de la lutte contre la dictature militaire, non pas dans les rues, mais avant tout dans les usines (voir bulletin d'information de "Solidarnosc" de Paris n° 28 du 12 juillet 1982). Lors de son procès (voir plus loin) Frasnikiuk devait d'ailleurs confirmer sa position.

Les deux documents que nous publions ici ne sont pas récents; ils ont été diffusés durant les premiers mois d'activité de l'organisation. Nous avons décidé de les publier car il est indispensable de les connaître pour comprendre l'orientation politique de l'Organisation Solidarité Combattante.

37 ans de pouvoir sur le peuple, contre sa volonté et ses intérêts se sont soldés par une débâcle économique et par l'état de guerre. Ils ont entraîné un danger de guerre civile et d'intervention militaire étrangère.

La force leur appartient, c'est vrai. Ils ont les ZOMOS, notre armée, ils ont les chars et les fusées soviétiques derrière eux. Alors? Nous devons tenir compte des réalités - c'est ce que l'on nous apprend - mais la réalité, c'est que c'est nous qui créons cette force et

c'est nous qui la consolidons par notre travail d'esclaves. C'est nous qui entretenons les chars et c'est nous qui faisons le service militaire. En acceptant l'esclavage, nous ne faisons que l'approfondir et nous poussons notre peuple dans la misère et le monde dans le précipice de la guerre atomique. Un jour il faudra dire - non. Au nom de la dignité et de notre volonté de survivre. Nous considérons que ce moment est arrivé.

Nous voulons priver ce pouvoir de son pouvoir. Aucune pseudo-entente nationale ne servira à rien. Le pouvoir ne pense même pas à rechercher une entente avec nous, il veut nous dominer. Son seul recours, c'est la force et non une quelconque entente. Il n'acceptera pas une entente nationale qui transformerait des gens soumis en citoyens, car cela signifierait sa propre fin. Et nous, nous refuserons une entente qui consoliderait notre soumission, car une telle entente signifierait notre fin.

En s'attribuant "le rôle dirigeant" le POUV n'admet aucun contrôle social et il se place au-dessus du peuple. C'est pourquoi notre but n'est pas l'entente avec ce pouvoir mais la lutte pour le pouvoir de la société sur elle-même. Ce que nous avons: un pouvoir totalitaire, une économie dirigée de manière autoritaire, une société appauvrie et divisée. Nous voulons: un régime démocratique, une économie indépendante et autogérée et une société solidaire. Nous ne voulons pas de retour au capitalisme, mais nous en avons par-dessus la tête du communisme.

Les 16 mois de "Solidarnosc", après la Révolution d'Août qui avait réussi à ne pas verser le sang, furent un essai de construction d'un nouvel ordre social. Le 13 décembre n'a pas anéanti cet essai, il a seulement démontré que cela ne serait pas facile. La lutte pour un monde meilleur nous attend. Notre adversaire c'est le système et non ses représentants. Comment les convaincre qu'ils seront mieux dans un monde meilleur? Ils nous exploitent, nous emprisonnent et nous tuent en toute souve-

raineté, au nom de l'Etat et de la loi. Ils méprisent et répriment brutalement notre résistance civile et pacifique, notre lutte non-violente. Il est grand temps d'avoir le courage de répondre à la violence par la violence. Non parce que c'est un bien, mais parce que cela représente un moindre mal.

Il est temps de proclamer la guerre à la guerre.

Nous avons l'intention de commencer par une grève avec défense active des entreprises. Il s'agit de la préparer. Mais les entreprises, cela ne suffit pas. Elles ne peuvent être abandonnées à elles-mêmes, comme ce fut le cas en décembre. Il faut d'ores et déjà préparer la défense des villes, même s'il ne fait aucun doute que c'est encore beaucoup plus difficile. Les entreprises doivent sentir le soutien actif de la population des villes. Lors qu'elles attaquent, les unités des ZOMOs doivent sentir qu'elles sont elles-mêmes attaquées. Il faut se préoccuper des communications, du ravitaillement alimentaire et de l'eau, des soins médicaux et de la défense de l'ordre public. Tous ces buts, même limités, exigent de nous du courage, d'être prêts à aller jusqu'au sacrifice et demandent un énorme travail sur le plan organisationnel.

Est-ce que nous y arriverons? Il semble que cela soit sans espoir. Que bien que ce système apparaisse aujourd'hui comme le plus faible, il viendra facilement à bout de nous. Ceux qui pensent ainsi ne jugent pas à sa juste valeur l'idée puissante et nouvelle qui s'est développée - cela de la solidarité sociale.

Nous ne luttons pas seulement pour des syndicats libres, ni même uniquement pour l'indépendance de la Pologne; nous luttons pour la solidarité des hommes et des peuples. Le monde nous regarde. La solidarité est notre raison d'être et elle sera notre victoire.

"Solidarnosc Walczaca" n° 4,
du 4 juillet 1982

QUI SOMMES-NOUS? POURQUOI COMBATTONS-NOUS?

L'Entente Solidarité Combattante est un mouvement politique ouvert. Son but est de construire une République solidaire. Nous voulons des pouvoirs démocratiques, une économie autogérée et des relations sociales, que protègent l'individu contre l'exploitation économique et la mise en tutelle politique. Le principal mécanisme d'une

telle protection reste pour nous le syndicat autogéré et indépendant "Solidarnosc". Les autres garanties du droit de l'individu doivent être les conseils de l'autogestion territoriale, élus démocratiquement et responsables non devant l'Etat mais devant les habitants du quartier ou de la ville, et également une justice légale et indépendan-

te. Les pouvoirs de la République solidaire doivent être élus et fonctionner dans le cadre d'un système démocratique pluraliste. Le principe du soi-disant rôle dirigeant du POUP consiste en une dictature des laquais de Moscou, et n'a rien à voir avec la démocratie socialiste. Cette dictature a entraîné la faillite morale et économique, et la dévaluation du mot-même de socialisme.

Trompés depuis 38 ans, nous ne croyons plus à l'entente avec ce pouvoir, ni à la possibilité de réformer ce système. Nous voulons en changer et reprendre le pouvoir à ce pouvoir. Nous nous rendons compte qu'un affrontement direct amènerait à la catastrophe, c'est pourquoi nous misons sur une lutte de harcèlement, une lutte continue, qui menée avec détermination nous donnera la victoire. Nous considérons l'information et la propagande comme des moyens essentiels de lutte.

La contrainte qui nous opprime s'appuie sur le mensonge, mais "la vérité est libératrice". C'est pour cela que nous mettons au premier plan le développement d'un réseau d'information. Mais nous estimons que la lutte de harcèlement doit être menée à tous les niveaux et par tous les moyens, depuis la résistance passive et jusqu'aux activités quasi-terroristes. Il faut lutter dans les usines, les campagnes et dans les rues. Il faut essayer tous les méthodes, les maîtriser et les appliquer. Ceci implique un risque. Nous devons l'accepter, si nous voulons garder notre fierté et être Polonais. Nous nous réjouissons de la dernière décision de la TKK à manifester le 31 août - nous pensons que jusqu'à maintenant l'arme des manifestations de rue organisées n'a pas été mise à profit.

Nous invitons à nous rejoindre dans l'Entente tous ceux qui sont décidés à lutter pour les buts ci-dessus, sans tenir

compte de leur appartenance syndicale ou autre. La forme organisationnelle de notre mouvement n'est pas encore définie, et nous ne voulons pas le faire trop rapidement, pour ne pas nous perdre dans les questions de forme. Actuellement l'Entente est dirigée par un Conseil qui prend les décisions, sauf désaccord exprimé par plus d'un quart des membres du Conseil. Le même principe est appliqué pour l'admission des nouveaux membres, ainsi que pour les exclusions.

Le journal de l'Entente est "Solidarnosc Walczaca" édité par l'Agence d'Information de Solidarité Combattante qui publie par ailleurs quelques autres journaux et diffuse les émissions de Radio Solidarité Combattante. Nous voudrions faire de "Solidarnosc Walczaca" un journal national et dans l'avenir l'éditer dans les langues des pays limitrophes. Les éditions locales peuvent et doivent se distinguer les uns des autres en ce qui concerne le matériel d'information et les articles d'analyse, si elles suivent la ligne générale de l'Entente et qu'elles publient les propositions officielles de son Conseil. L'unité librement déterminée de la presse et de l'information sera le début d'un regroupement organisationnel de personnes ayant des opinions proches de celle de l'Entente. Voilà ce à quoi nous tendons.

La force du régime vient de ce qu'il ne nous permet pas de nous unir et de nous solidariser. Nous sommes pour une entente à l'intérieur de la société et non pour une entente avec un pouvoir imposé par la contrainte. C'est ce pouvoir que nous allons combattre.

Pour l'Entente Solidarité Combattante
Kornel Morawiecki

"Solidarnosc Walczaca" n° 9,
du 8 août 1982

LA CLEF DE LA VICTOIRE EST DANS LES USINES

Wladyslaw Frasyuniuk

Du 14 au 19 novembre dernier, un procès sommaire a eu lieu au Tribunal provincial de Wroclaw contre Wladyslaw Frasyuniuk, Président du Comité régional de grève de Basse-Silésie et membre de la TKK qui avait été arrêté après avoir dirigé le mouvement de résistance durant dix mois. Nous publions des fragments du sténogramme du procès - témoignage important de l'attitude et du point de vue de ce combattant de "Solidarnosc" clandestin.

FRASYUNIUK: La période de l'état de guerre se situe en dehors de tout Musée de Grasse, Alpes-Maritimes gal. C'est ainsi que l'histoire jugera

cette période. Et c'est pourquoi je mets en acte d'accusation tous les mots tels que "illégal" ou "illégalité".

Personne n'a dénié à la société le droit de l'autodéfense. Tout au contraire. Ce droit est en vigueur. Après seize mois d'activité dans les structures démocratiques du syndicat et de la lutte pour les droits et les libertés dans notre pays, je ne pourrai plus vivre dans un système militaro-policiier qui a été imposé à la société. Mon rôle consistait à donner un cadre organisationnel à la résistance contre les violences commises envers la société durant la nuit du 13 décembre. Grâce à l'initiative des membres du RKS les travailleurs ont employé la résistance passive. A ce moment-là, surtout après la répression dans deux dépôts de tramways où beaucoup de gens ont été passés à tabac, et après que les portes des appartements eurent forcées pour en faire sortir les gens qui ne savaient pas où on les emmenait, le désir de revanche a commencé à croître. A Wroclaw, il y avait des entreprises qui se préparaient à faire sauter les installations en cas de représ-

sion. Mais elles se sont soumises à la décision du RKS et à ma demande personnelle. Les gens étaient déterminés car ils savaient que seul le sacrifice de leur existence permettrait d'obtenir des concessions dans ce système. Ils n'avaient rien à perdre en dehors de leur vie s'ils voulaient améliorer le sort de leurs enfants et des générations futures.

JUGE WOLCZEWSKI: Est-ce que l'option pour une résistance passive signifiait parallèlement la condamnation de la résistance active?

FRASYNIUK: Non. Comment condamner le fait que quelqu'un veuille se défendre? La liberté d'expression existait dans notre syndicat, et chacun pouvait en user, même s'il s'agissait d'un "desperado". Mais il devait se soumettre à la majorité, et la majorité des travailleurs se prononçait pour une résistance passive.

Résister dans les entreprises

B.D.I.C

FRASYNIUK: J'ai toujours considéré que ce seraient des entreprises qui décideraient de l'avenir de "Solidarnosc" et non la rue - la rue dans une moindre mesure en tout cas. C'est pour cela que, pour ma part, et le RKS aussi, nous avons soutenu toutes les actions dans les entreprises, car elles intégraient les travailleurs, leur donnant en même temps le sentiment de leur propre force. C'est pourquoi, dans mes nombreuses lettres ouvertes et déclarations, je mettais l'accent avant tout sur la reconstruction des structures organisationnelles du syndicat qui avaient fonctionné avant le 13 décembre. J'ai trouvé qu'il fallait créer telles structures et d'impulser des initiatives constituant un premier pas vers le futur Etat autogéré, pleinement démocratique dans lequel la société déciderait de son sort comme de celui du pays. Il s'agissait alors de construire une société clandestine qui serait prête à s'auto-déterminer dans le futur. Ce n'est pas là un programme pour des mois, mais pour des années. Personnellement, j'ai toujours été contre les actions extérieures aux entreprises, non coordonnées et qui, dans la majorité des cas, étaient provo-

quées par le pouvoir. On sait que le premier coup du 13 décembre n'a pas réussi à mettre la société à genoux. Mais il fallait s'attendre à ce que le pouvoir cherche des prétextes pour frapper un coup mortel. On sait également que l'adversaire le plus vulnérable est une foule non organisée et non armée, et le lieu le plus favorable, la rue. Une foule sans défense confrontée à des gens armés et entraînés. Il faut se rappeler également que, du point de vue politique, il est plus facile à notre pouvoir d'utiliser les troubles dans la rue - on peut toujours en rendre responsables les jeunes, les délinquants ou, comme ce fut le cas récemment, les enfants eux-mêmes - plutôt que d'expliquer la résistance qui se développe dans les entreprises. Les gens sont fatigués par la situation économique difficile, désespérés par les difficultés qu'ils voudraient voir résolues rapidement et ils agissent sous le coup de l'émotion. C'est pourquoi il est facile de les provoquer pour les faire descendre dans la rue. Les manifestations de rues détournent les gens d'activités plus ardues dans les entreprises.

J'accuse le pouvoir de verser le sang!

JUGE MIZIO (Président du Tribunal): Comment concilier la surprise causée par l'instauration de l'état de guerre avec les préparatifs développés par le syndicat?

FRASYNIUK: Il s'agissait de préparatifs en cas d'attaque contre le syndicat. Je peux dire qu'en Pologne, les armes sont dans la rue, mais le syndicat n'a rien fait

pour les prendre et pour se soulever contre le pouvoir les armes à la main.

JUGE WLOCZEWSKI: Pourquoi avoir appelé à des manifestations de rues pour le 31 août?

FRASYNIUK: En prenant une telle décision, nous pensions qu'un jour comme le 31 août on peut compter sur une attitude raisonnable de la part du pouvoir et de la société. Nous savions que les yeux du monde entier étaient tournés vers la Pologne, ce qui donnait la garantie que ce pouvoir traiterait ces manifestations comme un acte pacifique. Nous avons appelé à des manifestations de masse car nous pensions que les manifestations massives et pacifiques seraient notre plus grand atout face au pouvoir, nous fondant sur les engagements qu'il avait pris de ne pas utiliser la force contre la société.

JUGE WLOCZEWSKI: Est-ce que vous aviez prévu des conséquences aussi traquiques?

FRASYNIUK: Non, car je pensais que le pouvoir avait encore un brin de jugeote. Mais le général Kiszczak, lui, les avait sûrement prévues. Cette violence, c'était celle du pouvoir contre la société et non l'inverse. Même les journalistes de la

presse officielle n'étaient pas convaincus de la nécessité d'ouvrir le feu à Wrocław et à Lubin. J'accuse le pouvoir de verser le sang polonais et de provoquer consciemment les troubles.

JUGE WLOCZEWSKI: Et vous ne vous accusez pas vous-même?

FRASYNIUK: Non!

JUGE WLOCZEWSKI: Je vous rappelle que, dans ce procès, vous êtes l'accusé et non l'accusateur.

FRASYNIUK: J'en suis conscient.

JUGE WLOCZEWSKI: Vous ne vous considérez pas coupable?

FRASYNIUK: Ceux qui sont responsables de cette tragédie se trouvent en liberté! Le pouvoir cache sciemment le nombre des victimes de l'état de guerre, car des milliers ont perdu la vie durant les premiers jours à la suite de la rupture des communications, par exemple, quand des gravement malades ne pouvaient obtenir de secours.

JUGE WLOCZEWSKI: Parlons du 31 août.

FRASYNIUK: Je souligne qu'il n'a pas cessé d'y avoir des victimes depuis le 13 décembre!

En connaissance de l'histoire

JUGE MIZIO: Quelle réaction l'accusé attendait-il du pouvoir en organisant la grève (de décembre 1981)?

FRASYNIUK: La seule chose que je pouvais espérer de ce pouvoir, c'était la réputation de ce qui s'était passé en 1956, en 1968 et en 1970, c'est-à-dire la répression. Comment espérer autre chose en voyant les tanks devant Pafawag? Je n'attendais à rien de mieux de la part du pouvoir, si ce n'est de me retrouver devant le tribunal. En connaissance de l'histoire, je m'attendais à ce que le pouvoir employe toutes les méthodes pour réprimer la société. Comment aurais-je pu imaginer autrement l'intervention du pouvoir?

JUGE MIZIO: Plus concrètement?

FRASYNIUK: Je m'attendais à l'utilisation de la violence, à des passages à tabac et à des coups de feu.

JUGE MIZIO: Vous craigniez les passages à tabac et la fusillade?

FRASYNIUK: Depuis le passage à tabac jusqu'à l'assassinat. Nous nous attendions

à tout cela.

JUGE MIZIO: Pourquoi alors avoir continué à appeler à des manifestations de rues? Est-ce que l'accusé se sent responsable de la mort de ces Polonais qui ont été tués?

FRASYNIUK: Non!

JUGE MIZIO: Est-ce que l'accusé considère les manifestations du 31 août comme une réussite ou comme un échec?

FRASYNIUK: Je considère les événements du 31 août comme un succès moral de la société qui est arrivée à briser la barrière de la peur pour rappeler au pouvoir qu'août avait eu lieu il y a deux ans.

JUGE MIZIO: Que signifie une société indépendante? Quel idéal cela représente-t-il? Indépendante de qui?

FRASYNIUK: Du pouvoir.

JUGE MIZIO: Quel pouvoir?

FRASYNIUK: Le pouvoir totalitaire. Par contre il s'agirait d'une société dépendante de certains principes supérieurs, tel que le bien de la nation.

La corde sur la gorge du pouvoir

B.D.I.C

JUGE MIZIO: L'accusé a donné trois raisons de son passage à la clandestinité: les statuts du syndicat, le serment et l'impossibilité de vivre dans ce système. L'accusé peut-il dire quel est le passage de ce serment qui l'obligeait à cela?

FRASYNIUK: La totalité du serment, car il parlait des principes moraux.

JUGE MIZIO: Est-ce que l'accusé trouve qu'il a rempli son serment?

FRASYNIUK: Ce n'est pas à moi de juger, pas plus qu'à ce tribunal, mais à la société.

JUGE MIZIO: L'accusé ne savait pas quelle serait la situation sous l'état de guerre, et pourtant il a décidé de passer à la clandestinité.

FRASYNIUK: Pour le savoir, il m'a suffi de voir que plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées durant la première nuit.

JUGE MIZIO: Alors pourquoi y a-t-il eu grève au mois de décembre? Il n'y avait pas d'autre forme de la résistance, comme de quitter l'entreprise, par exemple?

FRASYNIUK: Oui, par l'entrée principale. Mais c'est par là que les chars arrivaient...

JUGE MIZIO: Que signifie l'affirmation de l'accusé selon laquelle il ne pourrait vivre dans un Etat militaire-policié?

FRASYNIUK: Qui pourrait vivre baïllonnée? Quand il n'y a ni droits, ni libertés civiles pour la société, les gens ne peuvent l'accepter. C'est ce qui explique la constance des actions de protestation.

JUGE MIZIO: L'habitude est une seconde nature de l'homme... Est-ce que l'accusé a fait un bilan des pertes et profits? Est-

"Solidarnosc" dans les entreprises

ce que vous avez réfléchi à ce que vous pouviez perdre et à ce que vous pouviez gagner?

FRASYNIUK: Oui, je continue à me demander combien je vais prendre avec ce collègue de juges.

JUGE MIZIO: Continuez à vous le demander! Le syndicat s'est passé lui-même la corde autour du cou.

FRASYNIUK: La corde de l'état de guerre se resserre de plus en plus sur la gorge du pouvoir et il s'agit désespérément pour tenter de la dénouer.

"Jeune homme..."

Lors du premier anniversaire de l'enregistrement du syndicat "Solidarnosc", dans une discussion télévisée, à la question: "que considérez-tu comme le plus grand succès de "Solidarnosc"?", Wladyslaw Frasyniuk répondit: "Son plus grand succès est que depuis un an "Solidarnosc" existe et fonctionne dans un système totalitaire, et a réussi à rester indépendant de ce système".

Indigné, le Vice-Premier Ministre Rakowski répliqua: "Jeune homme, que peux-tu savoir sur le système totalitaire? Si c'était cela le système totalitaire, tu ne serais certainement pas assis dans un studio de télévision pour t'adresser au public par cette petite fenêtre. Si c'était le système totalitaire, tu aurais devant les yeux une autre petite fenêtre prévue pour l'oeil d'une seule personne."

Frasyniuk a été condamné à une peine de six ans d'emprisonnement.

"Solidarnosc Rolnikow" n° 4
de décembre 1982

VOIX DE NOWA HUTA

Le Comité de grève interentreprises (MKS) de Nowa Huta a été constitué le 12 octobre 1982. Il collabore avec la Commission exécutive régionale (RKS) du syndicat "Solidarnosc" de la Petite Pologne (région de Cracovie). Dans sa première déclaration on peut lire: "Solidarnosc", c'est notre droit à l'existence. Aucune violence ni aucun décret du POUF ne pourront nous arracher du coeur l'espoir qu'Août 1980 y a fait naître. "Solidarnosc", c'est la fin de la corruption, des privilèges, de l'impunité et des mensonges du pouvoir; c'est le contrôle social sur le pouvoir, l'existence de notre propre organisation syndicale libre, l'abolition de la censure, une rétribution équitable du travail, des conditions de vie et de logement dignes, des chances, égales pour tous, la liberté d'initiative

de la jeunesse sur le plan social comme sur le plan économique, une autogestion véritable au niveau local comme dans l'entreprise, la renaissance spirituelle, morale et matérielle du peuple."

Le MKS de Nowa Huta publie un bulletin dont le nom est "Obserwator Wojenny".

WALESA AUX CHANTIERS

Pourquoi le pouvoir ne laisse pas rentrer Lech Walesa aux chantiers navals? Il est certain que le pouvoir craint l'influence de Lech sur les ouvriers. Mais il y a une raison beaucoup plus importante: la décision de Lech est un acte politique réfléchi. Son retour aux chantiers démontrerait de manière symbolique que le Conseil Militaire de salut national (WRON) ment lorsqu'il proclame qu'"il n'y a pas, de retour possible à la situation d'avant août 1980". Par sa décision, Lech proclame que le pouvoir a rayé d'un trait tous les accords contractés auparavant, et si cérémonieusement, avec les ouvriers. Le combat pour les droits des travailleurs et des citoyens est à recommencer.

"Obserwator Wojenny" n° 13,
du 21 janvier 1983

LA SOCIETE DOIT PERSEVERER

Si nous nous résignons, nous sommes déjà perdants. Si nous persévérons, nous pouvons avancer. A mon avis, même si le pouvoir suspend l'état de guerre, la société doit persévérer. Même s'ils saisissent une imprimerie clandestine ou s'ils arrêtent

quelqu'un, rien n'est fini. C'est dommage pour les personnes arrêtées, mais il y en aura d'autres pour continuer l'activité. La société s'organisera toujours davantage. Là, je dois ajouter quelque chose: c'est une sorte d'obligation pour tout le monde, indépendamment de l'appartenance ou non à une structure clandestine. Il faut regarder ce temps comme si c'était celui d'une très longue grève, et qu'il faut tenir. Cette grève sera impossible à briser si nous, nous tenons les coudes. Nous faisons la grève en tant que citoyens, et on ne nous fera pas prendre des vessies pour des lanternes. Une guerre suspendue reste toujours une guerre, jusqu'au moment où ils accepteront nos conditions, ou nous obtiendrons quelque chose de concret, et non de vaines promesses. Cela signifie que, pour commencer, nous n'entrons pas dans les nouveaux syndicats. Nous voulons toujours "Solidarnosc" avec Walesa. Personne n'arrivera à nous acheter. Si nous tenons le coup, alors il y a une chance qu'ils comptent avec notre syndicat qui soi-disant "n'est plus là", et non avec l'autre qui soi-disant "est là". Et de toute manière, il faut faire comprendre au pouvoir qu'il peut garder pour lui ses "Conseils patriotiques de salut national" car il n'en sortira jamais rien.

Ouvrier de l'entreprise Elektromontaz

"Obserwator Wojenny" n° 11,
du 14 janvier 1983

LA LUTTE POUR UN TRAVAIL DIGNE

Jamais nulle part aucun travailleur n'a pu gagner cette lutte en baissant la tête et en se soumettant. Quelles formes de lutte employer?

FADOM - Biezanow. La menace de démission faite solidairement par tout le personnel, ainsi que le boycott pendant sept jours des nouvelles (et pires) conditions de réembauche des 105 travailleurs licenciés pour leur participation à la grève du 10 novembre, a abouti à un beau succès. Presque tout le monde, sauf quelques départs volontaires, a pu réintégrer son poste avec son statut antérieur, si ce n'est toutefois la perte des primes. La durée du boycott a été trop courte pour arriver à un succès total, et de plus les tra-

vailleurs craignaient pour leur salaire. L'exemple de Fadom montre bien la nécessité pour les commissions d'entreprises clandestines de disposer d'un fonds de soutien pour de pareilles occasions.

PREDOM-METRON - Torun. Après la nomination au poste de directeur général de l'entreprise du "camarade" Sianko, ancien Secrétaire aux affaires économiques du Comité provincial du POUP, le personnel a refusé d'accepter cette décision. Le Bureau de presse du gouvernement a reconnu dans son communiqué l'existence d'un mécontentement susceptible d'évoluer en conflit ouvert. Certaines autorités ont proposé au Ministère de prononcer la démilitarisation de

l'entreprise et d'organiser un concours pour le poste de directeur.

Ces deux exemples nous montrent des grèves ou des menaces de grève. Peu importe le terme, pas plus que les formes qu'elle prendra: la grève reste la seule arme efficace des ouvriers. Rien n'a changé depuis

l'apparition des premières usines. Nous ne doutons pas que des exemples de lutte efficace pour les droits des travailleurs se multiplient.



"Obserwator Wojenny" n° 13,
du 21 janvier 1983

L'ALLIANCE OUVRIERS-PAYSANS

La presse clandestine de Nowa Huta rend compte de la manière dont l'alliance ouvriers-paysans se développe dans les environs de ce grand complexe sidérurgique.

"Hutnik" (n° 32 du 31 octobre 1982), bulletin de "Solidarnosc" de l'aciérie "Lénine", rapporte que les paysans ont répondu à l'appel lancé le 5 septembre à Czestochowa dans une homélie fameuse par l'évêque de Przemysl, Ignacy Tokarczuk. "Les membres du syndicat des agriculteurs individuels "Solidarnosc" ont rassemblé des denrées agricoles pour venir en aide aux ouvriers réprimés et à leurs familles, ainsi qu'à ceux qui se trouvent dans une situation matérielle difficile. Ce sont des familles ouvrières de notre combinat qui en ont bénéficié. Que cette aide de nos frères paysans marque le début de liens et d'une coopération entre "Solidarnosc" paysan et "Solidarnosc" ouvrier."

Dans "Obserwator Wojenny" (n° 13 du 21 janvier 1983) un ouvrier écrit: "L'interdépendance des ouvriers et paysans est énorme. C'est pourquoi il faut surmonter au plus vite la négligence dont la direction syndicale clandestine a fait preuve durant les premiers mois de son activité, oubliant de prendre en charge la défense des intérêts des paysans et des dirigeants paysans persécutés. Le problème de savoir comment intégrer le paysan à la lutte contre la junte de manière à ce qu'il se sent également un soldat de cette guerre nous a préoccupé dès le départ. C'est un événement

fortuit qui a décidé de la manière de le faire, dont je veux rendre compte. Cela indiquera peut-être la voie aux travailleurs d'autres ateliers ou d'autres entreprises."

En août, alors qu'il se trouvait à la campagne chez des parents, il a discuté avec le curé dell'endroit. "Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait organiser une rencontre entre paysans et ouvriers. J'ai demandé une messe dans cette église pour la solidarité ouvrière-paysanne. A l'usine, j'ai dit aux gens qu'il s'agissait d'une excursion pour aller ramasser des pommes. Nous sommes arrivés à l'église avec deux camions que nous avons loués." Après la messe, une rencontre a eu lieu avec les paysans. "Nous avons eu un échange sur nos expériences dans l'action et nous avons décidé de poursuivre un travail en commun". Le soir tout le monde se réunit autour d'un grand feu. "Nous nous sommes quittés les larmes aux yeux, nous promettant de maintenir les contacts. Le mois suivant, nous avons reçu d'eux deux tonnes de pommes. Nous les avons invités à une messe célébrée pour le premier anniversaire de la consécration des drapeaux du syndicat. Nous leur faisons parvenir la presse indépendante. Actuellement, nous pensons procéder à un échange des enfants durant les vacances d'hiver et d'été. Nous pouvons leur procurer du matériel récupéré dans l'usine. C'est peut-être une des formes qu'il faut propager pour que la solidarité existe réellement au sein du peuple."

LE COMITE NATIONAL DE RESISTANCE DES AGRICULTEURS

Le mouvement syndical des paysans est en train de se reconstruire dans la clandestinité. Dès le mois d'avril 1982, les militants de trois organisations: syndicat des agriculteurs individuels "Solidarnosc", syndicat "Solidarnosc Paysan" et syndicat "Solidarnosc Rural" ont créé le Comité National de Résistance des Agriculteurs (OKOR).

rection centrale d'OKOR, Jozef Teliga, ancien officier de l'AK - armée de l'Etat clandestin polonais au temps de l'occupation nazie, et de Jan Malinowski, président de l'une des régions, ont été publiées dans le bulletin d'OKOR "Solidarnosc Rolnikow" (n° 4 de décembre 1982).

"Pour le moment, OKOR fonctionne assez bien dans trois des macrorégions, un peu moins dans les deux autres. Cette organisa-

tion unique regroupe tous les syndicats "Solidarnosc" sur le plan rural. Au niveau de la base, il doit y avoir une collaboration très étroite, et à l'échelon central également. La direction d'OKOR a des rencontres avec la TKK. Ensemble nous menons la lutte pour notre nationalité et notre indépendance, pour la démocratie et la liberté. Cette lutte durera certainement plusieurs années." Sur les perspectives de développement du mouvement paysan clandestin, ces dirigeants s'expriment ainsi: "Actuellement, nous pouvons compter sur davantage de paysans qu'avant l'instauration de l'état de guerre. En effet, un certain nombre d'entre eux ont cru jusqu'à ce moment que le pouvoir voulait leur bien. L'état de guerre a ouvert les yeux à beaucoup."

Beaucoup de villages où n'existaient pas d'organisations syndicales paysannes

Polémiques

La MKO : Qui est là-derrrière ?

Le 19 décembre 1982, le Groupe de travail de la Commission interrégionale de défense (MKO) du syndicat "Solidarnosc" a publié le communiqué suivant: "Seize régions ont déjà adhéré aux structures de notre Commission, ce qui représente plus d'une centaine de grandes entreprises dans lesquelles se sont créées des commissions de défense du syndicat. Des consultations sont en cours avec les militants des autres régions et provinces."

En même temps, de violentes attaques contre la MKO sont apparues dans certains bulletins clandestins lui reprochant son "travail de division". Une de ces attaques a été publiée dans le bulletin d'information du Bureau de coordination du syndicat "Solidarnosc" à l'étranger (n° 51 du 19 janvier 1983). La rédaction de ce bulletin écrit à propos de la MKO: "Certains l'accusent ouvertement d'être inspirée par les Services de Sécurité".

Nous publions ci-dessous des extraits de la réponse du bulletin de la MKO à ces attaques.

Les Polonais sont méfiants. Les Polonais n'aiment pas être manipulés. C'est bien chez nous qu'ont été créées des expressions difficilement traduisibles dans les autres langues: "qui se cache derrière tout cela?", "qu'est-ce qui est joué?" C'est de chez nous que vient la blague, paradoxale mais combien caractéristique, sur la nécessité de percer le pipe-line pour vérifier dans quelle direction coule réellement le pétrole...

C'est là que naît la première réflexion: l'angoisse de la manipulation, liée à la méfiance, peut créer le complexe paralysant la capacité d'action collective. Et immédiatement après, une deuxième réflexion: c'est peut-être cela le résultat recherché. Peut-être les grands manipulateurs du "pouvoir populaire" ont-ils eu assez de gens pour un temps suffisamment long

"Solidarnosc" avant le 13 décembre 1981 ont participé aux actions de protestation organisées par OKOR l'an dernier. Un net renforcement des activités d'OKOR s'est produit en signe de protestation contre la délégalisation de tous les syndicats indépendants. "On a distribué des tracts, on a fait des inscriptions, et surtout on a allumé des feux en signe de protestation. Le 30 octobre, le pouvoir s'attendait à ces manifestations, et des hélicoptères de la milice ont survolé les champs. Beaucoup de paysans estiment que les distributions de tracts devaient être appuyées par des actions plus déterminées. Ils veulent punir les traîtres, les collaborateurs et les dénonciateurs. C'est seulement grâce aux militants qui ont opté pour la poursuite des actions non-violentes que beaucoup de nos oppresseurs sont restés en vie. Si l'on cédait aux passions, plus d'un verdict serait exécuté discrètement."

toute envie d'action collective, pour servir bien sûr leurs propres intérêts? Il est vrai également qu'il est plus facile de gouverner en manipulant des gens méfiants entre eux, que de se trouver en face d'une collectivité homogène, consciente de ses buts et prête à les réaliser.

Immédiatement après la création de la MKO, on a commencé à se poser cette question rituelle: "Qui est derrière tout cela?" Pour répondre à cette question, "qui?", les écarts entre les hypothèses étaient impressionnants, allant des Services de Sécurité (thèse du "Cheval de Troie" contre la TKK) à Monseigneur Glemp ("Le Cheval Noir de Glomp"). On a parlé aussi de "groupe de Glowczyk" (secrétaire du Comité Central du POUP, longtemps rédacteur d'un journal économique assez sensé "Zycie Gospodarcze", et qu'on a ré-

comment fait passer pour un libéral du Parti). On a également laissé entendre que la MKO serait une transmission territoriale du DiP - groupe connu par ses rapports "Expérience et Futur" regroupant une centaine de scientifiques indépendants avec des journalistes, des militants sociaux et culturels. Les analystes-amateurs soulignaient de grands extraits de la déclaration de la MKO et les attribuaient à Stefan Bratkowski. Cette supposition est assez honorifique, mais malheureusement erronée. Nous ignorons même si Bratkowski a lu notre déclaration.

Pendant trois mois, la MKO a publié plusieurs documents. Il semblait que ces matériaux fussent suffisants par eux-mêmes et qu'il ne fût pas nécessaire de donner des noms de personnes physiques pour les authentifier. Il s'avère aujourd'hui que les choses ne se présentent pas nécessairement ainsi. C'est dommage, parce que la prédisposition à la manipulation augmente en fonction même de la tendance à fonder l'action des gens sur l'autorité de leaders, plutôt que sur des programmes réfléchis, discutés et acceptés par les militants du mouvement. L'histoire nous apporte des centaines d'exemples de défaite totale ou de disparition lente de grands mouvements sociaux dirigés par des leaders charismatiques. Seul un programme peut être une garantie de longue durée et de résistance dans les revers.

Il y a encore deux aspects très importants résultant des formes de lutte qui nous ont été imposées.

LA RESOLUTION SUR LA POLOGNE DU CONGRES DU S.M.N.S.-C.F.D.T.

L'état de guerre en Pologne a été soixant-dix suspendu le 30 décembre dernier. Pourtant des milliers de travailleurs restent emprisonnés pour leur activité syndicale après le coup d'Etat du 13 décembre 1981. Poursuivant sa volonté de frapper durement les dirigeants les plus prestigieux de "Solidarnosc" et du mouvement social polonais, la junte militaire de Jaruzelski organise procès sur procès pour les enfermer pour de longues années.

W. Frasyniuk et P. Bednarz, dirigeants de "Solidarnosc" clandestin, ont été condamnés à six et quatre ans d'emprisonnement. Le procès de dix personnes dont Zbigniew Romaszewski, membre de la Commission nationale de "Solidarnosc" et animateur à Varsovie de la radio libre du syndicat clandestin, s'est ouvert lundi 27 janvier devant le tribunal militaire de Varsovie.

En premier lieu, le nombre de personnes qui peuvent signer de leur nom des documents est limité à ceux qui se cachent, et qui n'ont donc rien à perdre. Avec le temps, leur nombre va diminuer car certains seront arrêtés, certains se rendront volontairement. A part cela, chacune de ces personnes actuellement dans la clandestinité milite dans un milieu bien défini, qui correspond en grande mesure avec le milieu de son militantisme légal antérieur. Publier les noms de certains en tant que militants d'une activité concrète peut donner à la milice une indication très instructive permettant de localiser d'autres militants encore non dévoilés.

Deuxièmement, les gens qui luttent dans les structures clandestines, tout en poursuivant une existence légale, ont sans doute une plus grande liberté de mouvements. Ils restent dans leur milieu professionnel et social et, sans dévoiler leur appartenance, peuvent constamment vérifier l'efficacité de leur action, les changements dans les attitudes et les attentes des gens, ainsi que le degré de leur soutien aux diverses propositions.

En résumé, nous ne pouvons que faire appel à la critique de notre action, nous plaçant sur le plan de "quoi" et non pas "qui". Nous sommes prêts à accepter toute discussion à propos de notre programme et de son contenu. Et il y a certainement matière à discussion.

"Bez Dyktatu" n° 2-3 de décembre 1982

D'autres procès vont suivre immédiatement, en particulier celui des sept principaux dirigeants de "Solidarnosc" (A. Gwiazda, S. Jaworski, M. Jurczyk, K. Modzelewski, G. Palka, A. Rozplochowiski, J. Rulewski) et celui des animateurs du KOR (dont Jacek Kuron et Adam Michnik).

La junte militaire polonaise compte sur le silence complice des gouvernements occidentaux et des médias, après la parodie de "suspension" de l'état de guerre, pour étrangler "Solidarnosc" et ses dirigeants. Il faut briser le mur du silence actuel pour aider les syndicalistes polonais.

Le Syndicat des métallurgistes des Nords de Seine exige: Liberté pour tous les internés! Halte aux procès politiques truqués! Liberté pour les sept dirigeants de "Solidarnosc" et les membres du KOR! Liber-

té pour Frasyniuk, Bednarz et Romaszewski!

Répondant à l'appel du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France*, le SMNS-CFDT décide de lancer une campagne financière d'aide à "Solidarnosc" clandestin et aux syndicalistes emprisonnés, en parrainant concrètement la région de Basse-Silésie du syndicat clandestin. Parallèlement, il décide de développer une campagne de dénonciation des procès politiques truqués, en exigeant la libération de tous les emprisonnés, en particulier Frasyniuk, Romaszewski et les sept dirigeants nationaux de "Solidarnosc".

* Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France dont le Président est Z. Kowalewski et qui siège: 120 rue de Crimée 75019 Paris.

Le vendredi 28 janvier 1983.

NOTRE LUTTE COMMUNE

Je vous souhaite la victoire dans votre lutte pour défaire le régime de loi martiale du général Jaruzelski et pour rétablir vos droits syndicaux et toutes les conquêtes de la classe ouvrière polonaise.

En tant que représentant du mouvement ouvrier à Londres, je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour développer les liens entre le mouvement ouvrier de cette ville et votre syndicat libre dans la ville historique de Varsovie. Il y va de l'intérêt de notre lutte commune pour les droits de l'homme, du citoyen et du travailleur et pour un socialisme démocratique.

La consolidation de la dictature militaire réactionnaire en Pologne constitue aussi une menace pour nous, parce qu'elle consoliderait les forces politiques réactionnaires qui, dans notre propre pays, attaquent aujourd'hui énergiquement les droits de la classe ouvrière, les libertés syndicales et le droit de grève.

Votre lutte contre le régime de loi martiale et pour l'établissement de la paix en Pologne va dans le même sens que la lutte du mouvement travailliste pour la paix, le désarmement nucléaire et contre le danger de guerre en Europe et dans le monde.

Extrait d'un message de Ken Livingstone, Président travailliste du Conseil municipal du Grand-Londres à Zbigniew Bujak, Président de la Commission exécutive régionale du syndicat "Solidarnosc" de Varsovie.

"Tygodnik Wojsny" n° 41
du 25 novembre 1982

UNE MISE AU POINT

Dans le courrier de notre Comité du 22 décembre 1982, nous avons reproduit une lettre de la TKK à Zbigniew Kowalewski ainsi que la réponse de ce dernier. Comme on s'en souvient, cette lettre était signée par cinq membres de la TKK, ainsi que par Eugeniusz Szumiejko, au nom de Jozef Piniór. A peine cinq jours auparavant, Piniór avait confirmé, au nom du RKS de Basse-Silésie, le mandat attribué antérieurement par Wladyslaw Frasyniuk à Kowalewski pour organiser l'aide à "Solidarnosc" dans cette région.

Récemment, Piniór a adressé une lettre à Kowalewski où il précise ce qui suit. En raison d'obligations urgentes qu'il devait remplir dans sa région, il n'a pu prendre part à la réunion de la TKK le 22 novembre. C'est pourquoi il a mandaté Szumiejko pour signer en son nom les déclarations politiques relatives au développement de la situation dans le pays. Il ne savait pas que la TKK discuterait également des problèmes touchant les militants de "Solidarnosc" actifs à l'étranger. Sur la base d'un malentendu, et en toute bonne foi, Szumiejko a donc signé une lettre à Kowalewski en son nom sans être mandaté pour le faire.

"Nous comptons énormément sur ton aide à notre région ... Tu peux compter sur notre témoignage favorable à propos de l'aide que tu as apportée à Wroclaw" dit Piniór dans sa lettre, confirmant sans aucune réserve le mandat qui avait été confié à Kowalewski. Il affirme également qu'il est conscient de la situation difficile dans laquelle se trouve ce dernier dans la mesure où, contrairement au mandat qu'il a reçu du RKS, on lui a interdit l'accès au fonds de soutien à "Solidarnosc" rassemblé par le Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France avant la scission qu'il a connue.

Pour sa part, Piniór pense que l'accès au fonds devrait être fonction de l'aide concrète apportée par les militants de "Solidarnosc" à l'étranger et il affirme qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire prévaloir ce point de vue.

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.

120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12

Pour recevoir notre bulletin nous vous proposons de vous abonner au prix de 40 f pour 10 numéros. Prix d'un numéro 4 f. Abonnement: 5 f.



Paris, 25 février 1983

Chers amis et camarades,

Suite à la proposition de la réunion présentée dans notre dernier courrier nous confirmons que la rencontre des représentants des organisations syndicales, des comités et des groupes participant dans le mouvement de soutien à "Solidarnosc", aura bien lieu mardi 8 mars à 19 h. à la Bourse du Travail, 3 rue Château d'Eau, salle Pelloutier, metro République, Paris.

Nous comptons sur votre présence.

Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France